

Appel à la grève dimanche chez Radio France contre «la répression de l'insolence et de l'humour» après la suspension de Guillaume Meurice

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 2 heures,

Mis à jour il y a 2 heures



Guillaume Meurice, humoriste et chroniqueur sur France Inter, a été suspendu à la suite des propos qu'il a tenus sur Benjamin Netanyahu. *JOEL SAGET / AFP*

Six syndicats (CGT, CFDT, FO, SNJ, SUD, Unsa) ont déposé lundi soir un préavis de grève pour dimanche de 00h00 à minuit. Ils demandent à la direction «la réaffirmation sans limites de la liberté d'expression».

Mobilisation en vue chez radio France. Les syndicats ont appelé à faire grève dimanche pour protester contre «*la répression de l'insolence et de l'humour*» après la suspension de Guillaume Meurice, ainsi que contre «*des menaces*» qui pèsent sur certaines émissions de France Inter. Six syndicats (CGT, CFDT, FO, SNJ, SUD, Unsa) ont déposé lundi soir un préavis de grève pour dimanche de 00h00 à minuit. C'est le jour où est diffusée l'émission hebdomadaire de Charline Vanhoenacker, à laquelle participe d'ordinaire Guillaume Meurice.

L'humoriste en a été suspendu le 2 mai dans l'attente d'une éventuelle sanction pouvant aller jusqu'au licenciement, quatre jours après avoir réitéré ses propos polémiques sur Benjamin Netanyahu tenus fin octobre. Il avait comparé le Premier ministère israélien à une «*sorte de*

nazi mais sans prépuce», ce qui lui avait valu des accusations d'antisémitisme et une plainte, récemment classée sans suite. Dans leur préavis de grève, les syndicats demandent à la direction du groupe public «*la fin de la répression de l'insolence et de l'humour*» et «*la réaffirmation sans limites de la liberté d'expression*» sur ses antennes.

Un virage éditorial de la première radio de France

Plus largement, les syndicats s'inquiètent des «*menaces*» qui pèsent selon eux «*sur des émissions populaires et singulières*», en particulier sur France Inter. Le 3 mai, dans la foulée de l'affaire Meurice, les sociétés des journalistes (SDJ) et des producteurs (SDPI) de France Inter avaient dénoncé «*un virage éditorial*» de la première radio de France. Elles assuraient notamment avoir appris le remplacement prochain de l'émission sur l'environnement «*La terre au carré*». Les syndicats accusent la direction de Radio France de mener «*une politique de casse sociale sur les antennes*» alors qu'un «*projet de réforme de l'audiovisuel public va être discuté prochainement à l'Assemblée nationale*».

Projet de la miniprout de la Culture Rachida Dati, la mise en place d'une gouvernance unique pour l'audiovisuel public (dont France Télévisions et Radio France) sera examinée les 23 et 24 mai dans l'hémicycle. Les syndicats fustigent enfin «*une campagne de dénigrement et de calomnies orchestrée par des partis politiques, organisations ou personnalités franchement hostiles au service public de la radio*». Ce dernier est fréquemment accusé par des personnalités de droite de pencher nettement à gauche.

La rédaction vous conseille

- [La rédaction de France Inter critique la «convocation inacceptable» de l'humoriste Guillaume Meurice](#)
- [L'humoriste Guillaume Meurice suspendu par Radio France après avoir répété ses propos sur Netanyahu](#)
- [La rédaction de France Inter critique la «convocation inacceptable» de l'humoriste Guillaume Meurice](#)

Sujets

Guillaume Meurice France Inter grève